



## 11<sup>e</sup> RENCONTRE BIENNALE

**La crise actuelle en Europe bouscule en profondeur  
les relations industrielles**

**Quelles solutions et quel rôle des acteurs sociaux  
pour en sortir**

### COMPTE RENDU DES DÉBATS DU SÉMINAIRE D'ATHÈNES

**Le 29 novembre 2013**

© Lasaire, Paris-Saint-Etienne – *Reproduction autorisée en citant la source*

Avec le soutien de/  
With the support of



En partenariat avec/  
In partnership with



*Comité économique et social européen*





**LA CRISE ACTUELLE EN EUROPE BOUSCULE EN PROFONDEUR  
LES RELATIONS INDUSTRIELLES**

**QUELLES SOLUTIONS ET QUEL RÔLE DES ACTEURS SOCIAUX POUR EN  
SORTIR**

**SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>Page 3</b>
<b>EVOLUTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LA CRISE ACTUELLE EN GRÈCE, QUELLES TRANSFORMATIONS EN COURS ?</b>	<b>Page 7</b>
<b>CONCLUSIONS</b>	<b>Page 14</b>
<b>QUELLE IMPLICATION DES ACTEURS SOCIAUX DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES, INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES À LA CRISE ACTUELLE</b>	<b>Page 15</b>
<b>CONCLUSIONS</b>	<b>Page 21</b>



## INTRODUCTION

### ❖ **Christos Polyzogopoulos**, Président du CES grec

Il ouvre le séminaire et souhaite la bienvenue aux participants. Il se félicite de cette rencontre dont la thématique, cruciale pour l'Europe, l'est plus encore pour les pays où la crise a pris des dimensions importantes. C'est tout particulièrement le cas de la Grèce qui se trouve dans sa 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> année de récession profonde. Une situation qui touche les fondements mêmes de la société, à commencer par le chômage qui frappe 1,5 millions de personnes et surtout les jeunes.

### ❖ **Alexis Mitropoulos**, Juriste, membre du parlement, Député du parti CERIZA d'opposition

Le thème de cette rencontre, centrée sur la crise, est particulièrement bienvenu quand on mesure la déstructuration des relations du travail qu'elle a provoquée en Grèce. Il rappelle que ce pays est soumis depuis 2010 à une thérapie de choc imposée par la Troïka. Dès le premier mémorandum, le pays a dû procéder à une dévaluation intérieure généralisée qui n'a pu se faire sans le démantèlement de relations du travail qui étaient satisfaisantes et équilibrées.

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que de nombreux experts avaient critiqué le traité de Maastricht et le pacte de stabilité et souligné l'état d'impréparation de la Grèce pour intégrer l'Union monétaire. Mais on ne pensait pas que l'Union Européenne allait ainsi provoquer l'effondrement de notre civilisation collective et des droits du travail, en violation de l'acquis communautaire, des conventions internationales du travail et de la charte des droits fondamentaux. On assiste à une attaque méthodique contre les syndicats pour réduire leur rôle économique et social et mettre un terme à la culture collective, aboutissant au final à un démantèlement du tissu social.

Le plus grave, au-delà de la suppression des allocations sociales et de la dévalorisation de toute action collective, c'est l'idéologie du mémorandum, ce néolibéralisme obsolète et sans limite qui élimine toute intermédiation et planifie le démantèlement de l'Etat social, de l'Etat de droit, acquis par les luttes sociales. Il énumère les différentes mesures inscrites dans les lois de 2011 et 2012 qui retirent aux syndicats la légitimité de négocier le salaire minimum et diminuent, par toutes sortes de dispositifs les salaires des fonctionnaires. Ceci en application du 3<sup>e</sup> mémorandum qui intervient ainsi dans un domaine qui relève de la compétence exclusive des acteurs sociaux. Il voit dans toutes ces mesures un plan violent de destruction du système de relations du travail dans les pays affectés et la volonté de parvenir à une société sans syndicats et sans protection collective, ceci afin de mener à son terme la dévaluation intérieure nationale. L'Allemagne a réformé son marché du travail en créant des mini jobs et en faisant appel à des immigrants de l'Europe de l'Est avec des salaires à 400 ou 600 euros. En même temps elle se nourrit des forces vives des autres pays, comme la Grèce, contraintes à émigrer. Ce n'est pas la crise qui provoque ces effets mais la manière de la gérer, d'une façon non démocratique, qui pose problème. Nous devons inverser cette politique de l'Union Européenne que les peuples d'Europe rejettent de plus en plus.

### ❖ **Nicholaos Skorinis**, Vice-Président du CES grec, Membre de la délégation patronale

La Grèce vit sa 6<sup>e</sup> année de récession grave. Les prévisions de croissance pour 2014 annoncent un recul de -0,4 à -1. Le chômage devrait atteindre, en 2014, 31,5%. Plus de 200 000 PME ont fermé. 100 000 fermeront en 2014. Il n'y a plus d'investissement. Le PIB s'est écroulé. La compétitivité reste problématique. Avec une économie plutôt centrée sur l'intérieur du pays on ne peut pas devenir plus compétitif. Même avec une croissance de 2%, on pourrait, en 2020, dans le meilleur des cas créer 250 000 emplois. Ce qui veut dire encore 1,5 millions de chômeurs dont la majorité (65%) sont des jeunes. Nous vivons la même situation qu'en Bulgarie où les jeunes les plus éduqués émigrent. Cela nous rend vulnérable pour la relance du système productif si le pays a perdu ses scientifiques.

Sur la question des relations du travail, il constate que du fait que la procédure d'extension des conventions collectives n'est plus en vigueur, les patrons non affiliés n'ont plus à appliquer les normes collectives définies au niveau sectoriel. Une étude évalue à 80% la proportion de salariés du privé qui vont se retrouver hors de la convention collective avec des contrats individuels et qui n'auront droit qu'à une retraite minima brute de 582 euros. Les syndicats patronaux s'affaiblissent de plus en plus et on va vers un démantèlement des relations du travail.

La totalité des travailleurs du privé ont connu une diminution des heures de travail qui s'est répercutée sur leur salaire, ramené à 300 ou 400 euros par mois et donc, au final, par une réduction de la demande et par un effondrement des ressources des caisses de la protection sociale. Dans les petites entreprises de 7 à 10 salariés qui n'ont pas le droit d'avoir des syndicats, les travailleurs ne sont pas protégés et seront contraints de signer le contrat qu'on leur proposera. Un rapport des inspecteurs du travail fait le constat que de plus en plus de contrat de travail à temps plein sont transformés en contrat à temps partiel sur décision unilatérale de l'employeur.

La crise sert d'alibi pour démanteler les relations du travail et abolir les négociations collectives. En fait, l'interventionnisme de l'Etat se généralise et rend le travailleur plus vulnérable.

Pourtant ce n'est pas en annulant le droit du travail et le système des conventions collectives qu'on va sortir de la crise. Malgré toutes ces mesures la compétitivité reste très faible. Au Forum mondial sur la compétitivité, la Grèce a reculé de 6 places. Comme on l'a vu, des milliers d'entreprises disparaissent, les jeunes émigrent, les caisses des assurances s'effondrent, les salaires diminuent, l'investissement public se réduit. Tout cela nous mène à une récession encore plus profonde. Ce qui peut remédier à cet effondrement de l'économie grecque ce n'est certes pas le démantèlement du droit du travail mais une politique de développement qui définisse des lignes directrices pour restructurer l'appareil productif. Un développement qui doit s'appuyer sur le dialogue social et la négociation collective, nœud d'une prospérité future. Les négociations collectives sont importantes car elles garantissent la cohésion sociale et sont un moyen de lutter contre la concurrence déloyale.

Ce n'est malheureusement pas ce qui se profile. Il y a actuellement une menace de voir le salaire minimum et les retraites encore réduits par le fait que la Troïka prévoit un nouveau SMIC qui sera aligné sur l'évolution du chômage. Le dialogue social n'existe plus en Grèce, les organisations patronales n'arrivent pas à rencontrer le gouvernement. M. Skorinis, qui est secrétaire général de l'ISFV (la confédération professionnelle des artisans et commerçant de Grèce), la plus importante organisation patronale qui représente 85% des entreprises, fait partie d'une des quatre organisations patronales qui négocient des conventions collectives nationales, n'a pas été reçu ni par le Premier ministre, ni par les ministres. Il conclut sa présentation en lançant une alarme : C'est l'effondrement du régime démocratique en Grèce.

❖ **Roger Briesch**, Délégué Europe de Lasaire, rappelle l'objectif essentiel de cette 11<sup>e</sup> biennale qui est de mieux cerner, au niveau européen, la réalité des transformations en cours engendrées par la crise dans les relations industrielles.

Après avoir entendu les premières interventions qui ont donné un aperçu bien sombre de la situation en Grèce, il voudrait insister sur le signal positif que constitue, en Allemagne, l'introduction d'un salaire minimum par la nouvelle coalition en train de se constituer. C'est une avancée considérable au niveau de l'Union Européenne, une ouverture au changement.

Le séminaire va se saisir de deux des thèmes de la biennale : quelle évolution des relations industrielles, quelle implication des acteurs sociaux dans la recherche de solutions à la crise actuelle. Les débats que nous allons engager pourront contester ou amender les analyses présentées dans le document de base. Un axe se révèle central aujourd'hui dans nos débats, il porte sur l'éventualité ou la nécessité d'aménager le cadre institutionnel pour lever les blocages. Il est clair que l'Union Européenne à 28 a montré ses limites et nous devons procéder à un examen approfondi sur ce qu'il faudrait faire évoluer aujourd'hui, en particulier dans la zone euro qui constitue le pilier de l'Union Européenne. Si l'euro coule c'est toute l'Europe qui coule avec. N'y a t il pas lieu d'aménager le cadre institutionnel pour progresser au niveau de la zone euro ? L'Eurogroupe existe déjà sans qu'il y ait de véritable concertation avec les autres états membres, en même temps les décisions qui concernent l'euro ne doivent pas être prises par les 28. Cette structure doit donc trouver un cadre institutionnel précis et nous devons engager et même participer au débat spécifique à la zone euro qui s'ouvre. La rencontre finale de Paris pourrait être l'occasion de présenter des propositions issues de cette 11<sup>e</sup> biennale.

**EVOLUTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES DANS LA CRISE ACTUELLE EN GRÈCE  
QUELLES TRANSFORMATIONS EN COURS ?**

❖ **Theodoros Sakellariopoulos**, Professeur, Doyen de la Faculté des sciences sociales et de psychologie, Université Panteion, inscrit son intervention dans le prolongement de celle de M. Skorinis. En effet, les changements intervenus en Grèce sur le statut du travail et les relations industrielles ont des répercussions considérables sur la société et sur les institutions.

Depuis 2008, pour sortir de la crise et sauver le système, les élites économiques et sociales de ce pays n'ont pas hésité à prendre des mesures qui menacent de détruire l'état de droit, édifié au sortir de la crise de 1929. Ces tentatives ne sont pas nouvelles. Déjà dans les années 80 cette remise en cause du système des relations du travail s'était manifestée et poursuivie dans les années 90 avec la mondialisation. Le changement des règles du travail était au cœur de toutes les propositions de réforme. Pour avoir plus de croissance, plus de créations d'emplois, plus de richesse, plus de prospérité, ...il fallait restreindre les relations du travail. Pourtant, le constat est là. Avec la crise économique et financière actuelle nous sommes dans l'exemple inverse. Tous ces efforts de restriction, toutes ces mesures n'ont eu aucun des effets escomptés dans les pays du Sud de l'Europe et particulièrement en Grèce, au contraire, elles aggravent la situation. La crise s'approfondit, la pauvreté augmente. Le démantèlement des institutions préconisé par les memoranda a amené la société dans un état de liquidation qui engendre des phénomènes tels que la délinquance ou l'émergence de l'extrême droite.

Les intervenants précédents ont déjà abordé les changements dans les relations du travail, mais M. Sakellariopoulos souhaite y revenir. Cela lui paraît nécessaire. Il énumère les différentes mesures qui ont été prises et qui fragilisent le système dans le secteur privé :

- le salaire minimum, qui relève aujourd'hui d'une décision gouvernementale depuis l'abolition du contrat collectif national, il est à 586 euros,
- l'abolition de l'extension des conventions collectives entraîne la multiplication des contrats individuels,
- le chômage : pas d'espoir de le voir diminuer avant 2024,
- la nouvelle législation qui facilite le licenciement a permis aux employeurs de licencier en masse,
- la diminution des allocations chômage. En plus, seuls 20% des chômeurs en reçoivent,
- la diminution du coût du travail de 20%,
- l'augmentation de la flexibilité du travail, au détriment du plein emploi, permet aux employeurs de modifier les horaires, de transformer des contrats à temps complet en temps partiel,
- la suppression de la semaine de 5 jours,
- la possibilité d'utiliser des CDD consécutifs plus de 2 ans,
- la diminution des salaires,
- l'abolition de la négociation collective.

Dans le secteur public, on observe une diminution du nombre d'emplois provoquée par le non remplacement des départs, les licenciements, la diminution du nombre d'entreprises publiques. Par ailleurs, les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois ont été supprimés et la nouvelle grille a fortement réduit les salaires.

L'austérité a provoqué une baisse générale du niveau de vie. Le pouvoir d'achat s'est réduit de 46%. La perte de revenus des fonctionnaires atteint 40%. On s'attend à une baisse de 25% pour l'année 2013. Selon les données d'Eurostat, le niveau de pauvreté explose passant de 28,3% à 34,6% alors que la moyenne européenne est à 25%. On parle de gens qui vivent avec un revenu annuel inférieur à 3 800 euros. L'indice GINI d'inégalités se situe entre 33 et 34% plaçant la Grèce en tête du palmarès.

Le salaire minimum n'a cessé de baisser, en particulier pour les jeunes où il est inférieur à 500 euros.

On est ainsi confronté à une nouvelle culture de l'emploi qui touche particulièrement les jeunes et a forcément une influence sur le rôle des syndicats. Cet emballement de dérégulation du travail, de flexibilité, de précarité, de licenciements, d'appauvrissement des caisses sociales a un impact sur la démocratie. Avec ce cercle vicieux qui nous tire vers le bas, on est dans une situation de marginalisation de l'humain.

Les perspectives de développement qu'on propose à la Grèce, sont celles d'une économie du tiers monde reposant sur une main d'œuvre à bas coûts. Cela montre l'hypocrisie des mêmes qui prônent le développement des qualifications pour les techniques de pointe.

Que faire pour restaurer des relations du travail collectives, mettre un terme à ce démantèlement et renforcer la solidarité ? Roger Briesch parlait de restaurer la crédibilité de l'Europe, mais si cela continue comme cela, en Grèce, l'édifice européen n'aura plus de partisans ici. L'Europe doit proposer une vision sociale et politique et en même temps

prendre des mesures concrètes, élaborer des règlements communs qui sortent les pays de cette décadence. Il faut mettre un terme à cette économie de tiers monde que l'on fait expérimenter par les peuples de l'Europe.

❖ **Udo Rehfeldt**, Chercheur à l'IRES, présente les résultats d'une étude européenne : « la démocratie sociale dans les pays à l'épreuve de la crise » ainsi que d'un travail mené sur la question des syndicats et de l'Europe. Cette étude peut être consultée sur le site web de l'IRES ([www.ires.fr](http://www.ires.fr)).

Il s'agit de savoir si les mécanismes de la démocratie sociale sont remis en cause par la crise ou s'ils permettent de contribuer à la surmonter.

Depuis le début de la crise, on observe, dans tous les Etats membres, une montée de l'intervention unilatérale des Etats (le plus souvent pour déréguler le marché du travail) qui modifie les équilibres, établis dans le passé pour déterminer les règles en matière de relations du travail, entre l'autonomie des partenaires sociaux et l'intervention de l'Etat.

Le fait nouveau est que le même interventionnisme dans la sphère d'autonomie des partenaires sociaux est observé de la part de l'Union Européenne qui produit des recommandations de deux sortes :

- des recommandations spécifiques de la Commission européenne, dans le cadre du semestre européen, qui recommande aux pays d'abolir certaines règles sociales, abolition des protections attachées à l'emploi, diminution des salaires dans le secteur public et dans l'ensemble de l'économie, incitation à la décentralisation de la négociation collective par dérogation, désindexation des salaires, diminution du salaire minimum, etc. Ces recommandations ne sont pas totalement contraignantes pour le moment,
- en revanche, dans les 3 pays soumis au mémorandum, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'interventionnisme est plus contraignant puisque les interventions de la Troïka se substituent pratiquement aux gouvernements en place. Dans le chapitre du rapport consacré à la Grèce, nous avons employé le terme de « destruction du système de relations professionnelles ». Cela rejoint les interventions de ce matin où il a été question de « démontage », de « démantèlement ». Le cas grec est vraiment un cas extrême. A tel point qu'on en vient à se poser la question : n'est-on pas en train de vérifier les capacités de résistance des partenaires sociaux ?

L'autre question que l'on peut se poser c'est de savoir ce qu'il en est dans la sphère interne où se jouent les rapports entre partenaires sociaux. Là aussi on observe une tendance commune à tous les pays : la montée des revendications patronales pour la décentralisation de la négociation collective. Ce ne sont pas des revendications nouvelles. Auparavant elles étaient relayées par des institutions internationales comme l'OCDE, maintenant ce sont les institutions européennes qui s'en chargent. La question qui se pose est de savoir si cette décentralisation s'effectue par dérogation imposée par l'Etat, si elle est acceptée par les partenaires sociaux, ou s'il s'agit d'une dérégulation sauvage pratiquée par les entreprises. Il faut dire que dans tous les pays, les rapports de force se sont dégradés. Le taux de syndicalisation est en baisse, le taux de couverture par des conventions collectives diminue dans certains pays, la capacité de mobilisation des salariés est touchée et le taux de grève a tendance à diminuer en Europe.

Ces deux questions ont été combinées pour passer en revue les principaux pays. Comme il a déjà été indiqué, le cas grec est un cas extrême. Les autres pays se situent plutôt dans des registres intermédiaires. Quatre pays de la zone euro ont été étudiés, France, Allemagne, Italie, Espagne. Dans les 2 pays du Sud, Espagne et Italie, on observe dans une première phase de la crise une tentative des gouvernements de passer par-dessus la sphère d'autonomie des partenaires sociaux. En revanche, en France et en Allemagne, on observe un mouvement inverse de réactivation du dialogue social. La France demeure un cas à part avec une tradition d'intervention de l'Etat. Mais on assiste à un mouvement inverse. La loi protège la négociation dans les entreprises qui n'ont pas de syndicat.

En Allemagne, on assiste à la réactivation de la concertation avec les syndicats après la rupture observée sous Schroeder. A Merkel organise des « sommets de crise » avec les partenaires sociaux pour mettre en place des mesures concertées telles que le chômage partiel. En ce qui concerne les salaires, bridés depuis 2004, on observe que les salaires conventionnels ont augmenté alors que les salaires réels ont diminué ceci en raison de la baisse de la couverture conventionnelle. C'est bien la preuve de la dualisation de l'économie allemande : dans l'industrie, les salaires augmentent. Ils sont les plus élevés d'Europe. Dans les services il y a un secteur de bas salaires. C'est le secteur le plus important d'Europe.

En Italie, Berlusconi a voulu favoriser les accords dérogatoires ou de proximité mais la Confindustria s'est engagée à ne pas appliquer cette loi. Très peu d'accords d'entreprise ont été signés, seulement 5% des accords sont dérogatoires. Ce qui facilite les choses, du côté des entreprises, c'est la Cassa integrazione qui joue le même rôle que le chômage partiel en Allemagne.



En Espagne, la concertation au sommet a été impactée par la perspective d'un changement de gouvernement. Le patronat a mis un terme à la concertation pensant qu'il obtiendrait satisfaction avec le nouveau gouvernement. En effet, arrivé au pouvoir, Rajoy a fait voter une loi qui permettait aux entreprises en difficulté de sortir de la convention collective de branche. Le rapport détaille l'impact de cette mesure. En fait, 27% des entreprises ont utilisé cette possibilité et 55% l'ont fait en négociant un accord avec les syndicats.

Au terme de ce panorama il apparaît qu'il y a une différence entre les pays du Nord et ceux du Sud mais que même dans les pays du Sud, et c'est le cas de l'Espagne où l'organisation patronale est revenue à la table de la concertation. Dans ces quatre pays considérés auparavant comme intermédiaires, c'est à dire avec des négociations de branche coordonnées et articulées avec la négociation d'entreprise, l'Espagne apparaît aujourd'hui dans la catégorie des pays à négociation salariale centralisée.

### ❖ **Christos Polyzogopoulos**

Merci pour cette intervention qui nous montre comment réactiver les processus démocratiques dans les pays les plus touchés.

Nous avons eu hier une rencontre avec le ministre des finances grec sur la nécessité de faire revivre la démocratie sociale à travers les institutions. Malheureusement, l'association des industriels grecs n'a pas suivi le mouvement des autres acteurs sociaux et n'a pas signé le texte final pourtant signé par les autres organisations d'employeurs qui, en fait, représentent la majorité des entreprises. Le gouvernement toujours animé par sa volonté de renverser la démocratie sociale n'a pas accepté les propositions des partenaires sociaux. Le FMI a dit « we are sorry.. » et c'est tout. La Grèce est la victime des marchés financiers. L'ère des memoranda a créé une nouvelle réalité sociale. Mais le peuple grec n'accepte pas ce fonctionnement.

## DÉBAT

### ❖ **Ilias Iliopoulos**, Vice-Président du CES Grec

Les discussions que nous permet cette rencontre sont très importantes et les vérités exprimées ici sont bonnes à entendre. Ce matin, M. Mitropoulos a parlé de choix planifiés, légitimés par des lois pour modifier l'environnement du travail, organiser l'effondrement du dialogue social, la dégradation des forces productives en Grèce. Les décisions qu'ils ont prises renversent les droits de notre peuple. On n'a plus d'argent, c'est le résultat d'une attaque planifiée d'un groupe organisé de complices dans le pays même mais aussi de gens en dehors du pays. Nous sommes maintenant dans cette expérience de memorandum mais on n'a pas demandé d'argent. On n'a pas mendié. L'Europe doit arrêter ce financement. On n'en a pas besoin. En 2009 nous avions 288 milliards mais il y a eu une intervention du gouvernement grec pour arriver à un montant de 110 milliards qui ont été soustraits des caisses d'assurances, des hôpitaux publics, des universités, des citoyens. Ils ont pris des mesures pour restreindre les dépenses de l'Etat. La dette était de 60 milliards, 60% du PIB. Mais après toutes ces mesures et le financement de la Troïka on est arrivé à 120%. Ils disent maintenant que le programme va très bien : on aurait un surplus primaire, mais ils ne voient pas le nombre de PME qui ont fermé, les 40% de pauvres, les 350 000 familles qui n'ont plus d'électricité, en hiver ! Où est-on mené ? Vers une situation encore plus grave.

Quelle est l'intervention de l'Europe pour réduire ces inégalités ? On se sent plus proche de la France, de la grande révolution française, on a les mêmes piliers, le même credo. Notre peuple retrouvera le chemin de cette Grèce... l'Europe doit devenir un modèle pour l'humanité.

### ❖ **Driss Guerraoui**, Secrétaire Général du CESE marocain

Ce débat est très instructif pour l'autre rive de la Méditerranée. Quand l'Europe va mal cela se ressent dans notre pays. La crise est-elle une crise du modèle économique ou une crise dans le modèle ? En fait, on est bien dans une vraie crise du modèle, la crise du lien social, du vivre ensemble. J'en appelle à l'image de l'Europe et de son modèle social pour repenser un grand contrat social, un compromis historique.

### ❖ **Avezi**, Président du syndicat des employés

Avec M. Iliopoulos, nous étions les leaders de la lutte contre ces inégalités. 50 milliards ont été soustraits par le patronat.

Ils ont utilisé notre pays comme cobaye pour expérimenter la dérégulation du travail  
Ils ont même utilisé la diffamation en nous présentant comme des paresseux alors qu'en nombre d'heures travaillées nous sommes au-dessus de bien d'autres pays.

Ils ont appliqué une politique sans précédent de reculs sociaux qui a provoqué l'apparition de mouvements extrémistes et même nazis, des phénomènes qui sont profondément étrangers à notre culture, à notre civilisation. Nous avons une génération perdue. Nous perdons nos intellectuels. 6000 médecins grecs sont en Allemagne, alors que c'est la Grèce qui les a formés. On veut bien croire en plus d'Europe mais de quelle Europe parle-t-on ? Celle qui accumule les surplus au Nord et les déficits au Sud ? Nous luttons pour une Europe qui renforce l'emploi viable, pour une meilleure compréhension et un respect mutuel. Nous ne voulons pas d'un capitalisme de casino qui n'investit pas dans l'économie réelle mais dans la bourse et les produits dérivés. Nous voulons un vrai plan de développement, un plan Marshall, le renforcement de notre économie. Nous devons pouvoir nous coordonner avec les autres pays qui souffrent également de la crise. Nous voulons nous associer à la France, pays des lumières, de la fraternité, de la démocratie, qui doit être pionnier. Cela me donne du courage pour continuer à lutter pour nos valeurs.

❖ **Pierre Héritier**, Membre fondateur de Lasaire, France

Le message que nous adressent nos collègues grecs pose une question cruciale : quels moyens faut-il mettre en œuvre pour arriver à se faire entendre des classes dirigeantes, pour que tous prennent la mesure de cette crise qui frappe la Grèce et qui frappe l'Europe ? Car au diagnostic qui vient d'être dressé il faut ajouter la crise de confiance qui touche les classes dirigeantes, avec de possibles retombées négatives sur les syndicats qui risquent d'être considérés comme inefficaces, incapables de faire face à la situation. Cette crise de confiance a aussi des retombées économiques. La consommation des ménages diminue et on ne voit pas comment on pourrait sortir de la stagnation. Le risque est réel de voir toute l'Europe entraînée dans une spirale descendante.

Il y a une bataille idéologique à mener contre la Troïka. Il faut expliquer ce qu'elle fait, rendre visible sa dimension antisociale, l'aggravation de la pauvreté qu'elle déclenche, les menaces qu'elle fait peser sur la démocratie mais il faut aussi insister sur le fait qu'elle est totalement contre-productive : Son action aggrave la crise au lieu d'y remédier.

Un autre point doit aussi être mis en exergue, celui de la dette des Etats au nom de laquelle on justifie ces politiques d'austérité. Il faut d'abord se poser la question d'où vient cette dette. On perd de vue les origines de la crise, à savoir que c'est pour renflouer les banques que les Etats se sont endettés. La crise financière a coûté très cher aux Etats. Aujourd'hui, les économistes de Lasaire l'ont bien montré, il est vain de vouloir s'attaquer à la dette sans croissance. C'est là un sujet que les media ont du mal à aborder franchement. Il y a une bataille d'idée à mener. On n'entend pas assez les critiques des syndicats et des intellectuels sur la Troïka pour montrer qu'elle nous conduit dans le mur. Je suis profondément européen mais quelle Europe voulons-nous ? Il faut certes penser des réformes institutionnelles mais il y a des mesures qu'il faut prendre sans préalable, sinon il sera trop tard.

❖ **Fausto Durante**, Responsable du département des affaires européennes de la CGIL, Italie

Je suis d'accord avec Alexis Mitropolis quand il dit que ce n'est pas la crise qui provoque l'effondrement des systèmes industriels et économiques en Europe. Car ce sont les mauvaises réponses apportées par les institutions européennes pour résoudre la crise qui provoquent ces effets de choc et qui sont responsables de la désindustrialisation et de ces échecs économiques qui se traduisent, au final, par plus de récession et plus de chômage. Les préceptes mis en avant par la Commission sont erronés.

Alors, que peuvent faire les acteurs sociaux ? Du point de vue des organisations syndicales, il nous faut plus de solidarité, plus de plans d'action planifiés ensemble. Pour aller dans ce sens, en novembre, le comité exécutif de la CES a proposé de lancer un plan d'investissement extraordinaire pour stimuler la relance économique en Europe et la lutte contre le chômage. Il s'agit d'une approche nouvelle pour favoriser la convergence entre les pays. Les plus riches et les plus développés étant invités à contribuer au développement économique et financier des pays les plus vulnérables. Il ne faut pas s'en tenir à prodiguer de bonnes paroles, il faut aussi mettre en œuvre des mesures concrètes. Le débat doit s'ouvrir sur ce qu'on veut construire avec ces plans d'investissement que nous proposons. Il faut mobiliser les organisations syndicales et les gens sur leur lieu de travail, mener un travail de sensibilisation auprès du futur Parlement européen sur les conditions de travail et les relations du travail.

Par ailleurs nous devons nous pencher sur les systèmes de relations sociales en Europe qui ont le mieux permis aux pays de résister face à la crise économique. Cela peut nous amener à revoir certaines de nos positions. Ainsi, on voit que les systèmes qui réagissent le mieux à la crise sont ceux où les travailleurs participent aux décisions

concernant l'entreprise, ce qui est à l'opposé de ce que préconisent la Commission européenne et les gouvernements de centre-droit en Europe.

Pour conclure, il faut se défendre, lutter pour maintenir et améliorer les conditions de travail, surtout celles des jeunes, partout en Europe. Bref, résister, par tous les moyens aux tentatives de remise en cause du dialogue social en Europe.

❖ **Joël Maurice**, Économiste à Lasaire, France

S'inquiète de la situation extrêmement critique dans laquelle se trouve l'Europe. Les élections européennes en perspective peuvent être un moyen de changer les orientations politiques. Il appartient aux organisations syndicales d'ouvrir un débat qui mette en cause et dénonce le fait que les politiques menées au niveau européen sont complètement à contre sens de ce qu'il faudrait faire. Il faut arriver à inverser la tendance, montrer que la multiplication des mesures d'austérité ne crée pas la croissance mais le chômage, et compromet l'idée même de l'Europe auprès des nations.

Certains ont avancé l'idée d'une relance de l'économie au sein de l'Europe, par exemple avec un plan Marshall ou un programme de grands travaux. Ces propositions doivent être soutenues et d'autant plus fortement qu'elles ne sont pas dans la direction prise par l'UE. Au-delà, il y a un problème plus général qui tient à la manière dont s'est construite la zone euro, considérée comme la pointe avancée de l'Europe. C'est là une question théorique importante qui devrait interpeller les économistes car nous nous trouvons dans une zone monétaire unique qui se résume à un grand marché sans autres institutions que la BCE. Mais, c'est connu, le marché ne fait qu'une chose : il renforce les plus forts, de la zone centre, et appauvrit la périphérie. (cf. les travaux de Robert Mundell). Ce dont nous avons besoin c'est de politiques d'aménagement du territoire qui offrent un espoir à tous les pays qui composent la zone et permettent un rééquilibrage interne en sorte que chaque pays trouve sa place dans la création collective de richesse. Nous n'avons aucune réflexion sur ce thème, nous n'avons pas de politique industrielle européenne, encore moins de politique régionale d'aménagement du territoire. Il y avait bien les fonds structurels mais avec le nouveau cadre financier extrêmement faible, on n'a pas les moyens de faire une réelle politique d'aménagement du territoire. Il faut revenir au principe de base de la construction européenne : la convergence vers le progrès, l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui quand on tire les pays vers le bas avec le démantèlement de leurs systèmes sociaux.

Le problème majeur n'est pas notre insertion dans la mondialisation, c'est d'abord un problème de rééquilibrage interne avec des dispositifs qui permettent à chacun de trouver son compte dans la construction européenne. Tous les économistes doivent se mettre autour de la table avec les forces sociales pour se poser la question : comment concevoir l'Europe de demain, une Europe de la convergence dans le progrès. Enfin, à propos de la question des relations sociales, il faut savoir qu'il est très difficile de réussir des dévaluations internes. La Grèce et l'Espagne en ont fait l'expérience. Il est en fait plus facile de faire des réévaluations internes, c'est à dire de réévaluer les salaires dans les pays qui sont en excédent. On fait donc fausse route en voulant baisser les salaires car cela alimente un processus de déflation qu'il est ensuite très difficile d'inverser. Il faut réfléchir à une évolution coordonnée des salaires vers le haut et non pas vers le bas.

### CONCLUSIONS

❖ **Anne Marie Grozelier**, Secrétaire Générale de Lasaire, France

Se propose pour conclure cette première session de se resituer dans l'esprit du précédent séminaire, il y a deux ans. Le constat fait en 2011 était déjà bien sombre. Aujourd'hui, 2 ans après, il s'assombrit encore davantage. Trois éléments le caractérisent :

- Premier constat : non seulement les politiques économiques d'austérité et de dérégulation imposées aux pays en crise n'ont eu aucun résultat mais elles ont aggravé la situation : récession, chômage, chômage des jeunes - 60% des jeunes au chômage en Grèce -, nombreux reculs économiques, atteintes portées aux modèles sociaux en Grèce et dans d'autres pays sur l'emploi, le travail, les salaires, la santé, la retraite, bref sur l'ensemble des systèmes sociaux. C'est une véritable destruction programmée du tissu vital qui a été évoquée par nos amis grecs ce matin.
- Deuxième constat : les atteintes à la démocratie. Comme l'a expliqué Udo Rehfeldt, la démocratie sociale est remise en cause dans tous les pays et plus particulièrement en Grèce. Le dialogue social est mis à mal. Les gouvernements sont sommés de mettre en œuvre des politiques dictées de l'extérieur par la Troïka. De plus, tout se passe comme si ils n'avaient plus la capacité d'envisager des politiques alternatives à opposer à celle que leur impose la Troïka. Bien sûr, dans ce contexte les citoyens n'ont plus le droit d'exercer leur liberté

fondamentale, celle de choisir entre telle ou telle politique. C'est le cœur même du fonctionnement démocratique qui se trouve ainsi bafoué.

■ Troisième constat : ce qui ressort clairement de cette session c'est que la crise donne l'occasion de substituer aux valeurs démocratiques la seule logique du marché. Elle fournit le prétexte pour faire de la Grèce (et d'autres pays) le laboratoire où s'expérimente le passage accéléré vers une société ultra libérale. C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre l'empressement à détruire le dialogue social et les systèmes de négociation collective. On est donc devant la tentative de supprimer avec brutalité un ensemble de mécanismes qui préservaient les chances de la démocratie. Bref la Grèce sert ici de cobaye, tout comme d'ailleurs d'autres pays, tel le Portugal. On a affaire là à des processus qui brisent la colonne vertébrale des pays trop faibles pour résister. Ce sont là des formulations nullement exagérées qu'on a entendues ce matin au cours des débats.

Face à cette situation, quelles peuvent être les issues ? Des éléments de solution ont déjà été esquissés. Ils feront l'objet du débat de cet après-midi. Cet après-midi et dans les autres séquences de la biennale les débats reviendront sur la manière dont les acteurs sociaux peuvent reprendre la main dans les lieux où se prennent les décisions, c'est à dire au plus près du politique.

<b>QUELLE IMPLICATION DES ACTEURS SOCIAUX DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES, INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES À LA CRISE ACTUELLE ?</b>
--

❖ **Joël Decaillon**, Vice-Président Exécutif de Lasaire, France

Le débat de cet après - midi est dans la continuité de celui de ce matin : Quelles implications des acteurs sociaux dans la recherche de solutions à la crise en Europe. Plusieurs pistes de solutions pourraient être traitées cet après -midi :

- Quel plan d'investissement pour l'Europe pour relancer la croissance ?
- Peut-on faire avancer la revendication d'un salaire minimum en Europe dans le prolongement de l'accord de la coalition allemande CDU-SPD qui contient la mise en œuvre de celui-ci en Allemagne ?
- Quelle action pour une égalité de traitement des salaires en Europe ?
- Comment lutter contre l'émigration des jeunes les plus qualifiés dans les pays les plus touchés par la crise qui pose un problème d'avenir pour tous ces pays ? Cela pose la question de l'usage de la main d'œuvre qualifiée en Europe.
- Réfléchir à quelle croissance en Europe ? Il ne s'agit pas seulement de relancer la croissance avec des recettes du passé mais de gérer les ressources de façon économe et de traiter les déchets. Cela nécessite beaucoup de matière grise et d'innovations technologiques.

❖ **Regina Goerner**, IG Metall, Allemagne

Je vais répondre à des questions entendues ce matin plutôt que de faire un discours théorique. IG metall n'a jamais été d'accord pour une politique d'austérité en Allemagne, on a toujours lutté contre le gouvernement Allemand ces 30 dernières années et sa politique néolibérale qui allait, selon nous, mener à la catastrophe : c'est ce qui s'est produit.

Quand la crise a commencé nous nous sommes posé la question : qu'est-ce qu'on peut faire pour éviter la fermeture d'entreprises et le chômage ?

Nous nous sommes battus pour maintenir les postes de travail et l'industrie, pour que celle-ci fasse des bénéfices, ça n'a pas réussi.

Nous avons proposé des mesures de pouvoir d'achat, d'aide à la consommation.

En voyant ce qui se passe dans les autres pays nous avons compris qu'il fallait travailler le type de système économique et financier qu'il faut établir pour avoir une justice sociale.

Il faut réguler le marché, la libre concurrence n'est pas suffisante. Il faut garder le modèle social européen. Il est indispensable de prendre en charge la dette des pays européens les plus en difficultés. Nous avons proposé un plan Marshall : un fond d'investissement européen indépendant avec des déclinaisons nationales qui puisse attirer les investisseurs. Il faut commencer avec les pays qui le souhaitent.

En même temps nous voulons préserver le modèle allemand de formation qui place la qualification au cœur de l'avenir européen. Nous sommes pour un impôt sur les transactions financière afin de financer les infrastructures.

❖ **José Augusto Oliviera**, Membre du Secrétariat et du Comité exécutif de la CGTP, Espagne

Nous traversons une période très difficile pour les différents pays européens : crise financière, crise de démocratie, crise sociale. C'est une menace réelle pour les droits humains. Les spéculateurs ont cherché des bénéfices sans s'inquiéter de la crise majeure qu'ils provoquaient. C'est une crise du système capitaliste lui-même. Un processus est en cours vis à vis de la dette publique au Portugal. Ce processus menace la démocratie et paralyse les prestations sociales. Il affecte les salaires, le pouvoir d'achat, le droit du travail. Les privatisations s'accroissent et la précarité se généralise. 67 % des salariés n'ont pas une rémunération décente aujourd'hui. Les négociations collectives sont mises en cause, et stoppées. La constitution est violée.

L'état portugais a des responsabilités dans la situation, mais sa marge de manœuvre est très limitée dans le cadre des pressions FMI, BCE, Commission européenne.

Une véritable politique de colonisation est appliquée aux pays les plus pauvres. Cela concerne la zone euro. Il faut instaurer de nouvelles solidarités.

Des mouvements sociaux importants ont lieu au Portugal (mouvement des indignés).

Nous sommes d'accord sur la réduction de la dette publique, mais il faut une politique de développement, de relance de la croissance.

### DÉBAT

❖ **Driss Guerraoui**

Pour réduire la dette et surmonter la crise il faut impérativement créer des richesses nouvelles. Les CES sont un instrument majeur pour aider aux processus de règlement de la crise.

❖ **Joël Decaillon**

Je ne suis pas sûr que l'on puisse seulement poser la question de création de richesses nouvelles pour s'en sortir. Il faut des instruments fiscaux et de redistribution mondiaux. Par ailleurs je ne suis pas sûr que les CES soit la meilleure instance d'expression des aspirations des salariés.

❖ **Denis Meynent**, membre du CESE, Conseiller à l'espace Europe/International de la CGT

Les politiques d'austérité menées actuellement sous l'impulsion du niveau européen exercent de puissants effets récessifs. Ainsi, pour la Grèce, une étude réalisée par l'un des principaux conseillers économiques de la Commission européenne chiffre la perte qui en résulte à plus de 8 points de PIB et à plus de 4 points pour mon pays, la France. Inefficaces économiquement, coûteuses sur le plan social en raison du chômage qu'elles génèrent, ces politiques reposent sur un diagnostic erroné. Le principal problème n'est pas le niveau des déficits publics. L'Europe souffre d'abord et au contraire d'une insuffisance de la demande. Il est donc nécessaire de relancer la croissance en Europe de façon coopérative à l'aide d'une politique de développement intégrée se donnant comme objectifs l'investissement, la création massive d'emplois de qualité, la solidarité pan européenne et la transition vers une économie bas carbone, en vue de changer de modèle productif.

La CES (Confédération Européenne des Syndicats) propose un plan pour l'investissement, la croissance durable et des emplois de qualité.

Ce plan consiste à investir 2% du PIB européen, chaque année pendant 10 ans. Cela représente environ 240 milliards d'euros chaque année, ce qui est considérable. Les domaines ciblés concernent la transition énergétique, les réseaux et infrastructures de transport, le développement des réseaux à large bande, l'avenir industriel (soutien aux PME, efficacité énergétique, micro crédit, etc.), les services publics et privés (rénovation urbaine, santé et protection sociale, etc.), infrastructures et logements adaptés pour personnes âgées, logements sociaux, sans oublier les investissements dans la formation qualification, essentiels pour une revalorisation du travail et des travailleurs.

Il est proposé de mettre en place un fond de développement spécifique et/ou de faire appel à la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Le financement du plan repose sur un double mécanisme : dotation en fonds propre ou augmentation du capital si il est fait appel à la BEI, puis émission d'obligations. La gouvernance du dispositif devra permettre le contrôle social et l'implication des partenaires sociaux les plus larges possibles, afin notamment de garantir la localisation optimale des activités productives et ainsi éviter leur polarisation comme c'est le cas actuellement, en l'absence de politique industrielle au niveau de l'Union.

❖ **Kostas Tsirikas**, Président d'ADEDY, Grèce, membre du CES grec

Actuellement c'est l'intérêt national qui prédomine en Europe ainsi que le marché. Nous avons un véritable déficit démocratique. Des mouvements néo nazi se développent sur ce terrain.

Il faut inverser le processus. C'est le marché qui doit s'adapter aux démocraties. Il faut mettre un terme au capitalisme casino. Il faut lutter contre les idéologies néo-libérales. Rappelons- nous de Roosevelt et de Keynes. En Allemagne il faut augmenter les salaires pour pousser la demande et réduire le dumping social favorisé par l'explosion des travailleurs pauvres.

❖ **Regina Goerner**

Développer un système d'obligations européennes n'est pas un problème pour nous. L'Allemagne a aussi un problème de dette (+30% depuis 2008). Il faut trouver un instrument qui permette de réduire les dettes des différents pays européens. Nous sommes d'accord pour trouver une solution commune en Europe. Cela nécessite une mobilisation des salariés. C'est urgent face aux mouvements néo-nazis qui ne se rallient pas qu'en Grèce. Il faut proposer un vrai fond européen d'investissement accessible à tous les pays européens. Il est possible de légiférer dans l'Union Européenne sur ce sujet. Il ne faut pas laisser les mouvements néo-libéraux agir seuls. C'est le moment d'affirmer le rôle des partenaires sociaux.

❖ **Fausto Durante**

Nous avons parlé d'obligations européennes pour financer le plan d'investissement européen. Il est important d'avoir entre nous des propositions communes en ce domaine. En phase de crise, il est normal que les pays les plus riches financent plus que les pays pauvres les investissements. On est tous sur le même bateau, si les pays du sud ne se développent pas c'est tout le monde qui sera touché y compris l'Allemagne.

Par ailleurs il faut mieux utiliser les fonds structurels. Il y a des pays qui n'ont pas pu ou pas su utiliser les fonds qui leur étaient destinés. On peut utiliser cette partie des fonds structurels non consommés pour alimenter le fond européen d'investissement. Si cela n'est pas fait l'argent retournera vers les pays riches.

Il faut enfin une démarche plus souple sur le pacte de stabilité dès lors que des efforts sont faits par les pays pour une meilleure gestion financière.

Sur la gouvernance de ce fonds d'investissement il ne faut pas le laisser dans les seules mains des bureaucrates bruxellois mais mettre en place un conseil de surveillance avec la participation des syndicalistes et des représentants patronaux.

L'objectif doit être la création d'emplois bien rémunérés et la ré industrialisation de l'Europe.

❖ **Joël Maurice**

Je suis d'accord sur la nécessité de donner des perspectives positives à la population européenne, le plan d'investissement européen va dans ce sens. Il s'agit d'un investissement tourné vers l'avenir, d'une dette spéciale qui peut se justifier par sa rentabilité à venir et dont le déficit engendré est acceptable. Quand on emprunte il faut pouvoir rembourser, la question est donc de savoir si cet investissement rapportera des ressources nouvelles à terme (directes ou indirectes).

Concernant le traitement de la dette il faut séparer le traitement de la dette ancienne de celui de la dette nouvelle. Cela a été fait par les Américains il y a longtemps, c'était une proposition formulée en Allemagne qui n'a pas été retenue pour l'instant. Mais elle est indispensable pour que les pays les plus en difficulté puissent s'en sortir.

❖ **Joël Decaillon**

Concernant la gouvernance européenne faut-il rester bloqué sur un mécanisme global à 28 ou réfléchir d'abord avec les pays de la zone euro pour faire avancer nos propositions d'issue à la crise ?

Concernant le smic européen faut-il partir sur une reconnaissance globale dans toute l'Union Européenne ou dans la zone euro dans un premier temps ?

❖ **Anne Marie Grozelier**

Il faut faire éclater le carcan de la pensée unique sur l'Europe.

Pour faire avancer la proposition de plan d'investissement européen, la zone euro paraît la plus accessible dans un premier temps  
Peut-être doit-on saisir les différents partis européens avant les élections pour savoir comment ils reçoivent cette proposition.

Nous devrions par ailleurs proposer une conférence salariale tripartite.

❖ **Nichoalos Skorinis**

La politique d'austérité en Grèce doit changer. Elle ne mène à aucune issue positive.

L'Europe a 4 choix :

- Refaire les mêmes erreurs.
- Devenir une fédération type USA.
- Rester tel qu'on est.
- Construire une Europe solidaire.

Il y a un problème de volonté politique. Ce ne sont pas les instruments financiers qui vont nous sortir de l'ornière.

Le peuple est frustré en Grèce. Les risques de récupération par des mouvements d'extrême droite est important.

❖ **Guy Juquel, Membre de Lasaire, France**

Nous ne devons pas opposer le traitement des problèmes sur la zone euro dans un premier temps, et sur l'Union Européenne plus généralement à terme. C'est particulièrement important sur des problèmes comme le plan d'investissement européen et le smic européen. Se mettre d'accord entre les pays de la zone euro est sans doute plus simple qu'à 28 et peut créer une dynamique pour toute l'Europe ensuite.

Le mécanisme de coopération renforcée, qui existe dans le traité, permet aux pays qui le souhaitent d'aller plus loin dans les politiques intégrées au niveau européen que ce soit sur les mécanisme d'investissement européen, sur le smic ainsi que sur beaucoup d'autres questions.

Cela créerait une dynamique d'intégration européenne sur les différents domaines qui font problème aujourd'hui pour que l'Europe soit efficace.

## CONCLUSIONS DU SÉMINAIRE

❖ **Jean-Cyril Spinetta**, Président de Lasaire, France

Remerciement à tous nos hôtes grecs pour la qualité de leur accueil.

Il y a une modification de tonalité par rapport à la biennale précédente : d'une tonalité défensive on est passé avec des propositions alternatives à une tonalité offensive qui peut permettre de modifier le cours des choses.

Les débats ont montré un grand accord sur le diagnostic.

Face à la question faut-il renoncer à l'euro la réponse unanime a été il faut sauver l'euro mais au prix d'efforts injustement répartis et d'erreurs de pensées économiques (jusqu'à où la dette est-elle supportable : 90% du PIB ? faux).

Les effets négatifs sur la croissance ont été bien au-delà de ce qui était prévu.

En Grèce les mesures prises ont coûté 1/5 du PIB ainsi qu'un processus de fuite des jeunes qualifiés.

Tous les efforts demandés ne sont pas efficaces, voire sont contre-productifs (austérité aggrave la récession).

Il va y avoir un débat idéologique à la veille des élections européennes, il faudrait que nous soyons mieux entendus. C'est possible aujourd'hui. Alors que certains en Europe voulaient abolir les droits sociaux, ce qui se passe en Allemagne, la coalition SPD-CDU retrouvée montre qu'il est possible de faire bouger les choses : Ils parlent aujourd'hui de réévaluation interne plutôt que de dévaluation interne, c'est ce que l'on peut qualifier de convergence dans le progrès.

Il faut corriger les déséquilibres entre pays européens, la convergence dans le progrès est nécessaire pour cela.

Le marché unique avec monnaie unique, sans instruments de régulation, appauvrit la périphérie donc il faut impérativement des mécanismes de mutualisation qui permettent de rattraper les effets négatifs pour les pays les plus en difficulté, cela nécessite une augmentation sensible du budget, un smic généralisé en Europe, d'abord sur la zone euro. Pour avancer sur ces questions il faut réfléchir d'abord à 17 pour aller plus loin ensuite.

❖ **Georges Dassis**, Président du groupe 2 du CESE, Belgique

Une question domine tous les débats sur l'Europe : on casse tout ou on rectifie le tir ? bien sûr il faut rectifier le tir.

Nous voulons l'Europe, mais quelle Europe ? Comment y arriver ?

On a été en permanence sur la défensive, on a dit non au capitalisme casino (John Monks), mais c'était non ! Il faut passer du non à proposer quelque chose.

Au Groupe II du CESE on s'est mis sur une position offensive : on a proposé la taxation des transactions financières en 2009. Aujourd'hui c'est Barroso qui le propose.

Le problème c'est que les gouvernements socialistes en Europe n'ont pas été capable de se mettre d'accord sur des propositions communes.

Les prêts qui ont été consentis aux pays en difficulté l'ont été à des taux usuraires (Grèce, Portugal). Cela mène ces pays au désespoir.

Si on veut maintenir la paix en Europe il faut changer de politique. Il faut prendre des mesures concrètes : le groupe 2 du CESE a proposé un smic européen, il doit être un pourcentage du salaire moyen dans chaque pays. Cela peut se négocier entre partenaire sociaux et faire l'objet d'un accord contractuel, pas forcément d'une loi (les Italiens ne veulent pas de loi).

Le plus grave danger serait le repliement national dans la crise. Il vaut mieux se protéger au niveau européen dans la mondialisation. Il est impératif de faire de véritables politiques européennes dans les différents domaines majeurs (industrie, défense, ...).



Je souhaite que Lasaire promotionne nos propositions CESE groupe 2 comme nous nous inspirons des propositions et études Lasaire au CESE.

C'est un bonheur de vous avoir rencontré !